

Professeur Robert Debré

LA RÉSISTANCE

C'est à la fin de l'été 40 que la Résistance, ou plutôt quelques Français épars mais tous également opposés aux conséquences de la défaite, se cherchèrent des moyens d'action. Après le premier attentat contre l'armée occupante, à l'automne, et les premières condamnations à mort par les conseils de guerre allemands, des affiches de *Bekanntmachung* apprirent au peuple de Paris les noms des Français exécutés. Ainsi, place Saint-Germain-des-Prés, une de ces affiches annonçant l'exécution du caporal Bonsergent est collée sur l'une des maisons qui font face à l'église. Dexia va acheter quelques fleurs et les dépose sous l'affiche, au pied du mur. Nous en attendons les effets, passant et repassant sur le trottoir comme pour rendre hommage au patriote fusillé. Bientôt, du commissariat tout proche, un agent vient enlever le bouquet, que Dexia aussitôt remplacera par un autre.

Louis Aragon, qui connut ce geste, écrivit dans un de ses poèmes, les plus beaux de l'époque de la Résistance :

Car il fut un enfant comme nous tous hier
Celui qui regarda dans l'aube ses bourreaux
Et les femmes aussi ce nom balbutièrent
Sans savoir que ce serait celui d'un héros.

Ce nom banal, ce nom comme une terre en friche
Est aujourd'hui sacré pour les gens de chez nous.
Sur l'asphalte on a mis des fleurs sous les affiches
Et les dames en noir y priaient à genoux.

Un jour, chez notre ami Le Savoureux, à la Vallée-aux-Loups dont nous aurons l'occasion de parler longuement plus loin et où quelques résistants se rencontraient dès l'automne de 1940, nous faisons la connaissance de Boris Vildé. Ce jeune savant, né en Russie, d'origine balte, dirigeait au musée de l'Homme le département des civilisations arctiques. Sa solide corpulence, son visage énergique, son regard vif donnaient dès l'abord une impression de force, d'intelligence et de maîtrise de soi. Discrètement il lance une phrase sur ceux qui ne se contentent pas de parler mais "*font quelque chose*". Ces quelques mots tout d'un coup éveillent l'attention, l'acquiescement.

Vildé le sent. Il me suggère de rédiger un tract. En quelques lignes, pour rétablir la vérité trahie par les tromperies systématiques de la presse et de la radio, j'indique que des Français de plus en plus nombreux refusent d'accepter l'armistice, l'asservissement, la collaboration avec Hitler et considèrent que le gouvernement de Vichy n'est ni libre ni légitime puisqu'il a été formé grâce à la bienveillance d'un ennemi auquel il obéit. J'essaie de réveiller les espoirs, soulignant l'échec puis l'abandon de l'offensive nazie contre la Grande-Bretagne. Ces feuilles volantes, tapées à la machine, sont abandonnées négligemment sur les bancs des places publiques et les jardins. Cet effort, pour naïf qu'il soit, apparaît bientôt doué d'efficacité.

Dexia, un moment seule avec Vildé, lui offre de l'aider dans son action. Nous sentons qu'elle est beaucoup plus importante et plus dangereuse. Elle lui fait entendre que son logis peut servir de cache. C'était le début de sa compromission dans l'affaire du musée de l'Homme, la première grande affaire de la Résistance et qui devait provoquer une émotion profonde.

Un groupe de savants, pour la plupart attachés à ce musée et aidés par des écrivains, des avocats, des hommes et des femmes de toutes professions de Paris et du Nord, avait créé un réseau d'informations, de passage de la ligne, de relevés de plans, de rapports constants avec Londres, ainsi qu'un bulletin intitulé *Résistance* - le mot n'était pas encore bien répandu. Un traître, un Français fiché à la Gestapo, allait s'employer à les dénoncer, l'un après l'autre ; ils étaient près de 120.

En février 1941, Dexia est arrêtée et menée au Cherche-Midi. Sa fille Bertranne me téléphone en me demandant de passer rue de Varenne. J'accours. Elle me dit : "*Ce matin, de bonne heure, la police allemande est venue, elle a arrêté ma mère. Celle-ci, très calme, presque sans rien dire, a préparé son petit paquet de linge. Elle nous a dit de prêter sa bicyclette, bien précieux, à votre*

fille Claude, nous a fait quelques recommandations, m'a chargé de diriger la maison et est partie, escortée des policiers, dans une petite auto grise."

Le cœur serré, l'esprit angoissé, chacun reprend sa tâche coutumière. Au retour de l'hôpital je reviens déjeuner avec les enfants de Dexia, au 55 rue de Varenne. Gardant son sang-froid et n'oubliant pas les bonnes manières, Bertranne a, comme chaque jour, placé quelques fleurs sur la table. Nous devons ensuite, jour après jour, apprendre que Dexia était incarcérée au Cherche-Midi puis connaître les chefs d'accusation : avoir donné l'hospitalité à un des auteurs du complot contre l'armée allemande. Nous apprenions aussi, non sans peine, les noms de certains autres inculpés et la nature du délit qui leur était reproché : ni tentative de rébellion, ni incitation au meurtre mais diffusion de pensées patriotiques, aide à la résistance morale. Nous espérions donc que les peines ne seraient pas trop sévères ; nous nous trompions car les autorités allemandes voulurent donner à ce procès une grande importance. Il s'agissait de terroriser les savants, professeurs, intellectuels français.

Assez vite, nous pouvons entrer en communication avec la prisonnière ; car on autorise l'échange du linge une fois par semaine. Nous glissons dans les doublures des messages qui restent sans réponse, en prenant grand soin que leur texte soit anodin pour le cas où les geôliers les intercepteraient. Nous avons su plus tard qu'ils étaient bien parvenus à leur destinataire.

Assez tôt nous avons su que le directeur du musée de l'Homme, le docteur Paul Rivet, avait pu échapper à la police ainsi que Jean Cassou et Claude Aveline. Boris Vildé et son ami Lévitiski que nous avons rencontré avec lui étaient inculpés comme chefs du complot et incarcérés dans une autre prison. On peut imaginer ce que furent les difficultés pour obtenir ces renseignements ; il fallait agir avec prudence pour ne pas aider la police, et notamment éviter tout contact direct avec les familles et les amis des autres prisonniers. C'est grâce au docteur Le Savoureux que nous eûmes des nouvelles de M^{me} Vildé.

Voici qu'un jour nous apprenons que Dexia a été transférée à la Pitié, où se trouve un pavillon isolé entouré de fils de fer barbelés et réservé aux prisonniers malades. Nous nous demandons si elle est réellement souffrante : les lésions pulmonaires se seraient-elles réveillées ? Je pénètre aisément à l'hôpital, rôde autour des barricades pendant de longues heures ; on m'avait appris que l'on pouvait apercevoir les prisonniers à l'occasion de leur brève sortie quotidienne. J'avais préparé un mouchoir sali par une expectoration légèrement sanglante que j'avais enrichie de nombreux bacilles tuberculeux, espérant lui passer ce linge qui lui eût servi d'argument pour être libérée. Malheureusement, personne ne sortit du pavillon et Dexia fut ramenée au Cherche-Midi.

Nous cherchions de tous côtés aide et secours pour tenter d'abrèger la détention car nous ne pensions pas que l'instruction préparait un jugement. Nous ne disposions pas encore, comme ce fut le cas plus tard, d'agents de renseignements capables de nous informer rapidement. Nous tâtonnions et avançons dans la nuit.

Je parvins à faire la connaissance de l'abbé Stock, aumônier allemand des prisons, qui accepta de venir déjeuner avec nous rue de Varenne, où il nous apporta quelques nouvelles. Peu après, je le conduisis chez l'abbé Mugnier qu'il désirait connaître. J'ai déjà raconté cette visite.

Oriane de La Panouse, la sœur de Dexia, essaya d'obtenir une audience du général allemand qui gouvernait Paris. Il refusa mais accepta qu'elle lui parlât par téléphone. Elle voulait seulement lui rappeler que leur arrière-grand-oncle, noble émigré au moment de la Révolution, avait épousé, à Francfort, une jeune fille de la famille, très connue, des Bethmann (le monde avait appris à connaître l'un des membres de cette famille, le chancelier Bethmann-Hollweg) et que les liens s'étaient maintenus pendant longtemps entre les membres des deux familles. Nous n'avions pas grand espoir en cette évocation et c'était surtout sur la prisonnière elle-même que nous comptions, sur son courage, son sang-froid et son intelligence pour obtenir sa délivrance.

Plus tard, nous avons connu l'histoire de cette détention de Dexia, l'arrivée au Cherche-Midi, ses premiers contacts avec les gardes-chiourme, la cellule malpropre envahie par les punaises - mais bientôt nettoyée à fond par la prisonnière elle-même -, la vie dans la prison qui s'organise. Très vite, elle décèle la fausse bonté et l'hypocrisie d'une "petite souris grise" (c'était le nom donné, à cause de leur costume, aux assistantes sociales allemandes des prisons : celle-ci s'appelait M^{lle} Blumelein) dont les cajoleries sont assez louches et qui, par ses conversations suspectes,

cherche manifestement à provoquer des aveux ou des dénonciations. Certains gardiens sont brutaux, d'autres d'une bienveillance relative.

Les prisonniers et les prisonnières arrivent à communiquer en morse par des coups sur le mur, ou bien en parlant à travers les tuyaux de chasse d'eau, enfin en utilisant les vasistas. En montant sur leur grabat, ils parviennent, en se servant de leur cuillère de bois, à décrocher la vitre et à la faire basculer. Alors, ceux et celles du même couloir peuvent s'entrevoir et même partager entre eux certains objets précieux comme des mines de crayon. Ainsi Dexia peut-elle communiquer avec Agnès Humbert, l'une des inspiratrices des résistants du musée de l'Homme, à l'intrépidité lucide ; Sylvie Paul, jeune femme de grandes aventures, déjà habituée des prisons, que ses actes de résistance font enfermer au Cherche-Midi. Toutes les deux ne l'appellent que Dexia avant d'apprendre sa véritable identité. C'est sous ce nom qu'elles l'ont connue et admirée. Ainsi recevait le baptême de la prison le nom que je lui avais donné : Dexia, en grec "droite", symbole de l'une des qualités dominantes de son caractère.

Les prisonnières, après une période de réserve par crainte de l'espionnage, se font des confidences, se racontent leur vie, se passent des consignes. À certaines heures, les factionnaires s'éloignent. Comment vérifier qu'aucun ne reste pour espionner ? On y parvient et alors, ensemble, prisonniers et prisonnières chantonnent *La Marseillaise*. Un certain jour - la nouvelle de Londres a été apportée par l'une des dernières arrivantes -, le général de Gaulle demande aux Français un long temps de silence. Son ordre sera respecté ; pendant deux heures il n'y aura pas le moindre bruit dans la prison du Cherche-Midi.

Un nouveau prisonnier est incarcéré ; aussitôt son identité est connue, c'est le capitaine d'Estienne d'Orves. Il est placé dans une cellule voisine de celle d'Agnès Humbert. Il raconte ce qui se passe et ne parle que bien peu de lui. Il apporte des messages d'espoir et de courage. Ses paroles, son attitude impressionnent les autres détenus. "*C'est un saint*", devait dire de lui Sylvie Paul. Il n'en ressent pas moins parfois des sentiments de détresse. Dexia l'encourage en lui parlant de ses enfants. Une nuit, son geôlier le surprend comme il parlait à ses voisines. Les Allemands le brutalisent, le frappent, le jettent contre les murs de sa cellule, si fort que, des cellules même lointaines, on entend le choc de sa tête. Après leur départ, Dexia lui dit : "*Ils vous ont frappé durement, Jean-Pierre*" (c'était son nom de résistance). "*Non, Dexia, répondit-il, ils sont seulement venus parler un peu avec moi.*" Quelques jours plus tard, nouvelle scène de brutalité ; on le frappe à coups de poing et de tabouret, sans doute dans le vain espoir qu'il ne pourrait garder son attitude héroïque, puis d'Estienne d'Orves est emmené au poteau d'exécution. Lorsque s'éloigne le martyr, prisonniers et prisonnières, la gorge étreinte, font retentir la prison du chant de *La Marseillaise*.

Sylvie Paul libérée, m'apporte un message de Dexia, le seul que nous ayons reçu. Après avoir hésité quelques jours dans la crainte d'être suivie elle arrive un soir, me parle de son admiration pour sa compagne et me laisse espérer une libération prochaine. Nous sommes bouleversés. Les jours passent, nous ne savons plus rien, puis, en juillet 1941, Dexia est libérée. J'étais hospitalisé pour une intervention chirurgicale, quand je la vois apparaître. Elle est libre mais reste prisonnière sur parole et devra figurer parmi les accusés lors du grand procès qui se prépare. Celui-ci se fera longtemps attendre. Pour le rendre impressionnant et solennel, les Allemands font construire dans la cour de la prison, à Fresnes, une longue salle de planches ornée d'immenses drapeaux à croix gammée. De toute l'occupation, jamais un appareil si important n'aura été élevé pour juger des résistants. Ce n'est que le 6 janvier 1942 que se réunit le tribunal. Juges en grande tenue militaire, soldats au garde-à-vous. Les avocats ont été commis d'office pour prononcer des plaidoiries insignifiantes. Le procès dure six longues semaines. Tous les prisonniers sont minutieusement interrogés.

Les matins où elle est convoquée, j'accompagne Dexia à Fresnes. Départ dans la nuit, trajet à pied et en métro. Nous nous séparons devant la façade sinistre de la prison. C'est l'aube. Dexia a préparé ses réponses et les termes de sa défense ; souvent, s'oubliant elle-même, elle ne songe qu'au danger que courent les principaux inculpés. Ses craintes ne sont que trop justifiées. Avec une sévérité voulue, le tribunal prononce dix condamnations à mort : sept hommes et trois femmes. Les trois femmes, Yvonne Oddon, M^{me} Sylvette Leleu et M^{me} Alice Simonnet, ne sont pas exécutées mais déportées en Allemagne. Agnès Humbert est condamnée à cinq ans de réclusion et aussi déportée. Quant aux sept hommes, le 23 février 1942 une camionnette les

emmenait de Fresnes au mont Valérien, accompagnés par le président du tribunal Roskoten et le procureur Gottlob. Les six hommes encourageaient le petit Sénéchal, qui n'avait que dix-huit ans, et l'entraînaient à chanter *La Marseillaise*. Pendant le procès, le président Roskoten avait tenté de le sauver et lui avait demandé : *"Vous ne saviez pas ce que contenaient les paquets que vous portiez ?"* Le petit Sénéchal avait répondu : *"Je le savais."* Le président avait fait un geste de découragement.

Pendant le trajet, les condamnés parlent de la mort, du sommeil, de l'éternité, de l'amour. On arrive au mont Valérien. Au bas du chemin glacé se dressent quatre poteaux : on ne peut les fusiller ensemble. Vildé, Levitski et Walter demandent à être fusillés les derniers. Claude Aveline nous raconte que le procureur Gottlob dit au retour : *"Ils sont tous morts en héros, même Léon-Maurice Nordmann"*, car Nordmann était juif. Suprême ignominie !

Dexia fut condamnée à six mois de prison qu'elle avait déjà accomplis pendant sa détention préventive.

Le lendemain de l'exécution elle va rendre visite à l'abbé Stock. Plusieurs personnes attendaient lorsque arrivent la femme de Vildé et sa belle-sœur. Dexia leur cède son tour et prie les visiteurs de faire comme elle, embrasse sur le front la femme de Vildé que l'abbé Stock peut recevoir aussitôt.

De ce procès historique je rappellerai encore trois épisodes. Comme le président Roskoten, un colonel de l'armée allemande, demandait à Dexia - s'attendant de la part d'une comtesse française à une tout autre réponse que celle qui lui fut faite - : *"Saviez-vous que Léon-Maurice Nordmann abrité par vous était juif ?"* il s'entendit répondre : *"En France, nous ne faisons pas attention à cela"*. On perçut nettement la surprise de Roskoten et du procureur Gottlob qui restaient interdits devant une réplique d'un courage si téméraire, d'un mépris si cinglant à l'égard des doctrines nazies, mais ils ne bronchèrent pas. Dès que le jugement fatal fut prononcé, Dexia rompit le silence pour demander la permission d'embrasser ses deux amis Vildé et Levitski. Le président y consentit ; pendant quelques secondes s'attendrirent les deux hommes qui voulaient rester impassibles.

À la fin du procès, comme elle revenait à pied de Fresnes, Dexia fut abordée par des officiers allemands qui, arrêtant leur voiture - la "correction" s'alliant si bien avec la discipline la plus inhumaine - lui offrirent de la reconduire à Paris en voiture. Ils furent très étonnés de l'entendre refuser pour reprendre vaillamment, malgré le temps froid, sa marche à pied vers la station de métro. Ils auraient été plus étonnés encore s'ils avaient su qu'elle allait retrouver dans son appartement de la rue de Varenne une douzaine d'enfants juifs qu'elle y tenait cachés.

Les persécutions antijuives en effet représentaient une des activités dominantes des autorités d'occupation. Par étapes successives elles continuaient implacablement le plan de destruction totale qui représentait l'une des obsessions d'Adolphe Hitler.

De son côté, le gouvernement de Vichy ne poursuivait avec vigueur, parmi les objectifs de la prétendue révolution nationale, que la lutte antijuive et antimaçonnique. Seule cette partie de son programme était réellement appliquée. Il ne pouvait en être autrement sous un gouvernement soumis à un ennemi perfide et cruel. La police allemande et, sous son influence, certains éléments de la police française faisaient preuve d'un zèle de plus en plus impitoyable. Les familles de juifs venues d'Europe centrale pour échapper aux persécutions nazies furent naturellement les premières désignées comme victimes. Après la grande rafle du 14 mai 1941 et, plus brutale encore, celle du 16 juillet 1942, la population parisienne avait été émue. Au Vélodrome d'Hiver avaient été parqués, pêle-mêle, dans des conditions inhumaines, femmes, enfants et vieillards ; des parents avaient été séparés brutalement de leurs enfants. Ces sauvageries avaient provoqué des protestations révoltées d'évêques, de pasteurs, de grandes personnalités françaises. Je fus personnellement touché au plus profond de moi-même par une phrase que me murmura à l'oreille une fillette que je soignais. Elle était atteinte d'une méningite tuberculeuse et vouée à la mort. Pendant de longs jours, encore bien consciente, elle souffrait de la tête. Pour se soulager, cette enfant qui appartenait à un milieu très religieux, me dit : *"J'offre ma souffrance et je dédie ma prière aux petits enfants juifs."* Au cours de l'année 1941, l'état d'esprit populaire avait changé. Sans doute, les résistants actifs étaient-ils peu nombreux, mais l'hostilité vis-à-vis de l'occupant

était devenue générale et aussi la sympathie pour ceux qu'il poursuivait et persécutait pour des motifs raciaux ou politiques.

Il nous fallait chercher à soustraire à leurs persécuteurs tous ceux que nous pouvions faire échapper et, avant tout, les enfants. Les organisations israélites étaient parfois timorées, à la fois par la crainte pour leur propre personne et par l'inquiétude de conversions ultérieures vers lesquelles seraient attirés les enfants confiés à des institutions de religion chrétienne. Beaucoup furent accueillis dans des familles, au péril de ceux qui les cachaient. C'est alors que je fis la connaissance, en cherchant des lieux de refuge, du frère Philippe, de l'ordre du Carmel, et du père Jacques, supérieur du collège d'Avon, près de Fontainebleau. Je devais rester lié par la reconnaissance et la sympathie avec le frère Philippe mais, comme on le verra plus loin, je devais arriver, après la Libération, en Autriche, le lendemain de la mort du père Jacques, déporté pour ses activités de résistance et sans doute aussi pour le soutien qu'il nous avait donné.

J'entrai en relations avec plusieurs pasteurs protestants qui ont montré le plus grand courage dans l'aide à la Résistance et le secours aux juifs persécutés. Le plus proche de moi était le pasteur Daniel Monod, frère aîné de mon ami Raoul Monod et oncle de Philippe Monod-Broca qui devait devenir mon gendre. Nous nous étions liés au cours de notre séjour au Grand Quartier Général où nous avions, pendant nos promenades, longuement conversé et échangé des pensées communes, puis, pour nous distraire, parlé des problèmes religieux et philosophiques dont nous aimions débattre dans l'esprit le plus libéral. Sa générosité et son courage devaient permettre à bien des persécutés d'échapper aux poursuites policières, notamment par de faux actes de baptême. Certains de ses sermons furent des actes de bravoure. Malgré les périls qu'il courut, la chance voulut qu'il pût échapper aux poursuites.

Je visitai le révérend père Riquet à l'Institut catholique, où il recrutait des résistants. Je ne devais le revoir que rarement. Nos derniers entretiens eurent lieu lors d'une rencontre fortuite devant l'église Saint-Germain-des-Prés, peu de jours avant que la Gestapo l'emmène au camp de Mauthausen.

Je ne pus empêcher Dexia, qui était alors prévenue libre, de mener avec une grande efficacité des actions de sauvetage alors plus périlleuses pour elle-même que pour d'autres. Dans son appartement de la rue de Varenne se succédèrent des groupes de ces enfants arrachés aux rafles. Par prudence, il fallait les garder enfermés. Elle les lavait à grande eau savonneuse, les débarrassait de leurs parasites, passait leur longue chevelure à la tondeuse, leur faisait perdre l'habitude de rester la tête couverte d'une calotte crasseuse et remplaçait leurs pauvres habits. Ils apparaissaient alors transformés, vraiment méconnaissables, et retrouvaient, près quelques repas nourrissants, leur gaieté naturelle. Ils étaient tout prêts pour la dispersion dans les abris provinciaux. Nous avons organisé notamment un placement clandestin en Touraine, dans les environs de ma maison de Vernou. Une infirmière de l'hôpital Rothschild, volontaire, courageuse et adroite, les conduisait par le train, sous l'œil bienveillant des soldats allemands de service à la gare qui sans doute, en les voyant, pensaient avec nostalgie à leurs propres enfants qui souffraient de restrictions dans leur patrie. Aux cultivateurs tourangeaux, nous avons affirmé qu'ils recevaient les enfants réfugiés des pays flamands. Dans quelle mesure, et surtout pendant combien de temps, l'ont-ils cru ? De toute façon il n'y eut jamais de dénonciation. Tout récemment j'ai reçu la lettre de la fille d'un de ces enfants devenu père de famille et grand-père et qui, évoquant le temps où, gamin, il avait aidé à l'entretien du potager, me renouvelait, trente ans plus tard, l'expression de sa reconnaissance. Je me souviens que, pour lui en particulier, la fabrication de fausses cartes d'identité avait été difficile ; mais mon laboratoire de l'hôpital des Enfants Malades avait été, grâce à Dexia, à ma surveillante M^{me} Bertrand et aux laborantines, transformé en un atelier de faux : cartes d'identité, cartes d'alimentation, "points" de vêtements et de chaussures, ordres de mission, cachets, tampons. Plus tard on devait participer, par mille ruses que l'on imagine, à des exemptions pour maladie en faveur de ceux soumis à l'obligation du travail forcé en Allemagne. C'était une fabrique artisanale de qualité raffinée qui ne fut jamais dénoncée ni découverte.

Le 29 mai 1942 les autorités allemandes imposent le port de l'étoile jaune aux juifs habitant les régions occupées. Personnellement j'étais bien décidé à ne pas obéir à cette mesure nouvelle pas plus qu'aux précédentes. Pour éviter toute complication, Dexia retira une étoile jaune au commissariat de police. Elle avertit le commissaire de police que je ne la porterais point. Il

enregistra cette déclaration, et je rangeai le petit morceau d'étoffe dans un tiroir où devait le rejoindre plus tard, parmi les objets du souvenir, mon brassard FFI arboré pendant la libération de Paris. J'étais convaincu, comme plusieurs d'entre nous, que cette désobéissance n'augmenterait guère les risques car nous fûmes assez nombreux à prendre cette attitude. Sans nous être entendus, agirent de même les deux autres membres de ma famille astreints à cette obligation et alors présents à Paris : le professeur Jacques Haguenu, mon cousin, qui échappa de justesse un peu plus tard à la Gestapo, et un autre cousin, Paul Dennery, qui fut arrêté place de la Madeleine et dont on n'eut plus jamais de nouvelles.

Dans les rues on rencontrait parfois un homme porteur de l'étoile jaune sur sa poitrine à côté d'une croix de la Légion d'honneur, ou d'une médaille militaire, ou d'une croix de guerre bien mise en évidence. Certains passants les saluaient. Certaines femmes, contrairement aux ordres, cachaient l'étoile jaune derrière une fourrure ou un manchon. Comme il advint à plusieurs reprises, les Allemands, dépassant la mesure, avaient provoqué un effet contraire à ce qu'ils espéraient. Trois étudiants catholiques, et sans qu'aucun lien les rattachât au monde israélite, arborèrent par bravade l'étoile jaune. La police allemande les saisit et on ne les revit plus. Ces actes héroïques doivent effacer dans la mémoire des Français les lâchetés, les dénonciations, les complicités, les corruptions, les indifférences dont nous avons souffert si durement pendant l'occupation.

Au fil des jours, la vie à Paris devenait de plus en plus pénible ; les restrictions, les difficultés pour se procurer la nourriture, les queues interminables devant les boulangeries, les boucheries et les épiceries, le froid de l'hiver difficilement supporté par les gens âgés et mal nourris, enfin l'horreur des massacres d'otages et des arrestations, faisaient de la France occupée un pays de souffrance, puis de révolte sourde et d'hostilité envers l'occupant. Grâce à des relations campagnardes, au développement du marché noir, les moins déshérités et les plus adroits amélioraient leur sort. Peu à peu devaient manquer vêtements, tissus, chaussures, matériel de couture et surtout tous les moyens de chauffage. Même parmi nous qui étions les moins malheureux, il arrivait que l'on souffrît du froid et aussi de la faim. On faisait effort pour écouter les appels et encouragements des Français Libres, transmis par la BBC, entendus malgré le brouillage des ondes. On attendait des nouvelles, on recevait des libelles des groupes de la Résistance qui se reformaient après chaque coup fatal porté par la police qui cherchait et parvenait à les décimer.

L'hôpital Rothschild devint, à partir de 1943, un asile pour les hommes et les femmes parqués dans le camp de concentration de Drancy. J'avais assumé une sorte de responsabilité générale pour l'administration de cet hôpital, car j'étais alors, à Paris, le seul membre du conseil de la fondation. Les docteurs Gaston Nora, Robert Hertz, Paul Walter et P. Isch-Wall étaient restés fidèles à leur poste. Avec leurs collaborateurs, ils remplissaient de leur mieux une tâche très dure. Je me rendais régulièrement rue de Picpus. L'hôpital était surveillé. Des fils de fer barbelés barraient les rues avoisinantes. Les gardiens de la paix parisiens se promenaient de long en large. Nous finissions par nous connaître et échangeions quelques mots sur la dureté des temps et les obligations de leur métier. Parfois, des agents de police allemands faisaient irruption dans l'hôpital et venaient arracher des malades de leur lit, au cours de scènes affreuses de cruauté, pour les ramener au camp de Drancy. Nous pensions bien qu'ils allaient subir un sort très dur, mais nous ne connaissions pas les chambres à gaz et nous ne savions pas qu'ils se dirigeaient vers la mort. Malheureusement, l'asile qu'offrait l'hôpital n'était que transitoire. On ne pouvait, par crainte de représailles qui aboutiraient à la fermeture de l'hôpital, favoriser trop d'évasions. Nous craignîmes des prises d'otages lorsqu'une femme vaillante, quelques minutes après avoir accouché, roulant en corde les draps de son lit, était descendue dévêtue par la fenêtre et avait définitivement disparu.

Pendant ces mois, où chaque jour apporte une nouvelle inquiétude pour l'un des nôtres, camarade, ami, parent, avec les angoisses des arrestations et des disparitions qui occupaient notre pensée et favorisaient les insomnies, se développent les réseaux, les liaisons entre la zone occupée et la zone non occupée - nous ne l'avons jamais appelée, et pour cause, "zone libre". Depuis des mois, les résistants se cherchent dans la nuit noire, celle de Paris sans lumière, où l'on marchait à tâtons. Ce furent les premières rencontres avec Blocq-Mascart, qu'on appelait Maxime, qui militait dans l'Organisation Civile et Militaire (OCM) et que nous rencontrions dans une brasserie du

boulevard de Strasbourg, où nous nous rendions à l'aveuglette, mal éclairés par une lampe de poche, dans un Paris complètement obscur.

Ma famille était dispersée. Mon fils Michel, qui avait d'abord suivi le Conseil d'État en Auvergne, parvint à être détaché au Maroc auprès d'Emmanuel Monick, qui devait jouer un rôle dans sa formation en matière économique et financière. Celui-ci, grâce à ses jugements perspicaces sur les événements, à ses grandes vues politiques, à sa connaissance des hommes et à ses capacités d'organisation, avait prévu que le débarquement allié attendu pour nous délivrer se ferait en Afrique du Nord et que de celle-ci partiraient, s'élanceraient les armées de la délivrance. Il fallait donc préparer longtemps à l'avance l'implantation des Anglais et des Américains sur le sol marocain.

Plus tard, mon fils Michel devait revenir en France pour militer de diverses façons dans la Résistance, avant de devenir un adjoint du délégué du général de Gaulle en France occupée.

Ma fille Claude, revenue de Bordeaux, avait repris son service d'externe à l'hôpital et poursuivait ses études de médecine. Elle parvenait cependant, entourant les siens d'une affection diligente et délicate, à diriger d'une façon efficace notre maisonnée malgré les difficultés croissantes dont elle arrivait à triompher, non sans peine. Elle devait, sous l'occupation même, épouser le 1^{er} avril 1942 son compagnon d'études, Philippe Monod-Broca, homme d'une haute conscience du devoir, doué d'exceptionnelles qualités, fils d'un de mes plus chers amis, Raoul Monod, et petit-fils d'Auguste et Thérèse Broca dont j'ai évoqué plus haut le souvenir. Le jeune couple s'installa rue Montpensier.

Mon fils Olivier était auprès de nous, continuant à travailler à l'École des Beaux-Arts. J'étais enchanté de le conserver auprès de moi, mais il me donnait souvent les plus grandes inquiétudes car sa fantaisie d'artiste s'accommodait mal de l'obéissance aux règlements policiers. C'est ainsi qu'une fois, traversant, je ne sais pour quel motif, la zone de démarcation en Saône-et-Loire, il avait été arrêté et emprisonné et avait obtenu, par chance et grâce à son adresse, sa libération. Il courait de grands risques d'être arrêté par les Allemands car, oubliant l'heure du couvre-feu, il lui arrivait de n'être point rentré à minuit. Je l'attendais, non sans souci, lorsque tout d'un coup il apparaissait, après s'être glissé dans les rues obscures, le long des murs, juste quelques minutes en retard. Il devait échapper de justesse à la déportation. Au moment où le service obligatoire de la jeunesse était établi et où la police poursuivait les adolescents, les appréhendait à tout hasard au sortir du métro ou dans la rue, il fut arrêté. Il n'était naturellement pas pourvu de papiers réguliers. Il roulait à bicyclette, circonstance aggravante car, bien entendu, sa bicyclette n'était pas enregistrée. Ce fut son amie d'enfance, Denise Coulon, la fille de J. P. Coulon, qui vint m'avertir de cette arrestation. Denise, jeune fille charmante, était courageuse comme tous les siens. Elle disait : *"Bien souvent, les Coulon meurent au feu."* Deux de ses oncles, frères de mon ami, étaient tombés pendant la Grande Guerre ; un autre, brûlé dans la lutte contre un incendie de forêt ; son jeune frère lycéen devait être fusillé par les Allemands avec un groupe de collégiens qui s'était organisé pour la Résistance et avait été trahi par l'un des leurs et vendu à l'ennemi. Plus tard, Denise et Olivier devaient se marier.

En m'annonçant la nouvelle, Denise m'apprend que ce sont heureusement des policiers français qui ont arrêté Olivier. Elle sait qu'ils l'ont conduit au commissariat de police de la caserne Lobau. J'y accours. "Le commissaire est bon enfant !" Après une conversation interminable, il lui apparaît évident que sa mère "a été admirablement soignée à l'Hôtel-Dieu" par un médecin qui ne peut être que moi. Dans quelle mesure le commissaire croit-il à cette fiction ? En tout cas, tout se passe comme si l'histoire lui semblait véridique. La dette de reconnaissance est telle qu'au lieu de livrer Olivier, comme il le devait, à la police allemande, il le libère. Sa vie était sauvée.

Mon frère Jacques, ingénieur à la Compagnie Générale d'Électricité, est arrêté le 12 décembre 1941. Rapidement je vais chez lui, rue de Valois, retrouver quelques papiers cachés. J'apprends qu'il est enfermé dans le camp de rassemblement de Royallieu, près de Compiègne, avant d'être emmené en Allemagne. Les efforts faits pour le délivrer devaient réussir grâce au vicomte Motono, conseiller à l'Ambassade du Japon à Paris. En effet, mon frère était, depuis plusieurs années, lié intimement aux Motono. Cette grande famille japonaise, dont un des ancêtres était l'amiral Togo, vainqueur de Tsoushima, comptait des alliances françaises et était l'amie de notre pays. Mon frère avait été reçu à son foyer pendant un séjour de travail au Japon. Le vicomte

Motono obtient du ministre des Affaires étrangères du Japon, allié, comme on sait, de l'Allemagne, qu'il demande aux autorités d'occupation la délivrance de mon frère ; celle-ci est accordée. Après quelques péripéties et émotions, il traverse les Pyrénées et rejoint les Français Libres à Londres. Plus tard, après la Libération, Jacques Debré rendra à M. Motono, prisonnier des Alliés, le même service.

Ma sœur et mon beau-frère étaient restés installés à Toulouse, où l'exode les avait conduits. Mon beau-frère, considéré, ainsi que je l'ai raconté, comme déserteur par les autorités allemandes, aurait été immédiatement arrêté s'il était revenu en zone occupée. J'eus l'occasion de leur rendre visite et de retrouver ma mère, qui était auprès d'eux ainsi que mon frère cadet Germain et sa femme.

Mon frère Germain, architecte de grand talent et d'un goût artistique délicat, a construit quelques œuvres importantes, en particulier l'Institut de biologie, qui est resté un modèle. Il était doué d'un caractère modeste et d'une âme tendre. Il avait souffert de la mort de sa femme au moment où naissait son second enfant - plus souvent qu'à présent, les jeunes femmes mouraient en couches. Il avait eu la chance de se remarier avec celle qui devint ma belle-sœur Geneviève et tous les deux luttèrent de leur mieux contre les difficultés de la vie et les inquiétudes sur le sort du pays, des leurs et d'eux-mêmes. Le 15 mai 1948, mon frère cadet devait mourir prématurément, laissant autour de nous un grand vide.

Au moment de l'occupation de la zone sud par l'armée allemande, ils devaient les uns et les autres, après bien des péripéties, trouver des asiles clandestins.

Des enfants de Dexia, l'aîné, Geoffroy, voulant s'engager parmi les combattants de la France Libre, était parvenu à rejoindre à Londres son grand-père, le général de La Panouse, ancien attaché militaire à l'Ambassade de France à Londres. Celui-ci l'adressa à son cousin de Hauteclouque, connu aujourd'hui sous le nom de maréchal Leclerc. Il participa à l'épopée de la 2^e DB en Afrique puis en Europe. Son frère Guy voulut le rejoindre. Malheureusement, il fut arrêté en voulant franchir les Pyrénées et emprisonné dans un fort d'où nous ne pûmes parvenir à le délivrer. Il fut déporté dans le camp de Mauthausen, et, jusqu'à la Libération, sa mère et les siens, bien que l'on n'eût aucune nouvelle, gardaient l'espoir de son retour, car on ignorait les affreuses conditions de vie et le traitement cruel infligé aux déportés. Les trois filles de Dexia travaillaient "pour la Résistance". L'aînée, Bertranne, avec une tranquille audace, abritait dans son appartement des aviateurs anglais tombés en survolant la France et qu'une merveilleuse filière conduisait jusqu'à son logis. Parfois, plusieurs s'entassaient dans son petit appartement. Quand paraissait trop longue la claustration continue dans une chambre, elle leur faisait visiter Paris, promenade rigoureusement silencieuse puisqu'ils ne parlaient ni français ni allemand et que, dans la rue, leur parler anglais... Le jour venu, un avertissement secret leur indiquait le moyen de regagner leur pays pour reprendre le combat. Bertranne devait, après la guerre, être solennellement invitée à l'Ambassade de Grande-Bretagne pour recevoir du gouvernement britannique la distinction rare qu'avait méritée son intrépidité, et dont elle ne parla jamais. Nicole sa cadette avait participé le 11 novembre 1940 à la manifestation des étudiants sur la place de l'Étoile et avait choisi ses vêtements pour faire apparaître dans son costume les trois couleurs. Malgré sa grande taille et ce costume, elle avait échappé à la fusillade. Plus tard, elle devait partir pour la région lyonnaise, y rejoindre son fiancé le lieutenant Jean-Pierre de Lassus, officier de carrière, l'épouser et prendre part avec lui à la constitution des maquis qui allaient se battre contre les troupes allemandes dans l'Ain et dans la Drôme, lors des combats de la fin de la guerre. À ce moment, il arrivait à Nicole de monter la garde, son nouveau-né sur le bras gauche avec une mitraillette dans la main droite. Oriane, qui passait ses journées à porter des messages et à organiser des boîtes aux lettres clandestines, parcourait les rues de la capitale à bicyclette et cherchait, sur des indices incertains et avec la peur d'erreur fatale, des destinataires inconnus.

Plusieurs de mes élèves et amis, tout en collaborant à notre travail médical qui était assez lourd et à la préparation du service de santé en vue des combats futurs, avaient d'autres activités de résistance que je ne connaissais pas. Un jour, l'un d'entre eux, Jean Bernard, le futur grand professeur, fut arrêté. Par chance, il fut libéré peu après. Ai-je contribué à sa libération ? Je ne sais. Du moins l'ai-je tenté, avec l'aide d'un curieux personnage : une baronne balte installée à

Paris depuis plusieurs années. Qu'y faisait-elle ? Sans doute un métier d'espionnage, probablement celui d'agent double. Cette femme, qui avait été amputée à la cuisse après avoir été blessée lors d'un bombardement dans son pays natal, parcourait infatigablement la capitale avec sa jambe de bois. Elle nous fournit certains renseignements et nous rendit de vrais services. Elle nous était utile grâce à ses relations avec les autorités allemandes et tenait par ailleurs à m'aider, car elle était morphinomane et je pouvais lui procurer la drogue dont elle avait besoin et que, pour la bonne cause, me donnait la pharmacie de l'hôpital. Un jour où elle tardait à me faire parvenir le renseignement attendu, j'allai jusque chez elle. Dans une chambre malpropre et sur un lit d'une affreuse saleté, je trouvai, étendues côte à côte, dormant l'une et l'autre du sommeil de l'opium, la mère et la fille. Elle ne manquait pas d'audace et me décida à me rendre, accompagné par elle, auprès des autorités policières allemandes. Elle me conduisit avenue Foch pour, profitant de la crainte d'épidémie, affirmer avec moi aux policiers allemands que l'activité de Jean Bernard était indispensable à la santé publique. Lorsque nous parvînmes avenue Foch, à l'heure du déjeuner, le quartier général de la Gestapo était vide. Curieuse sensation pour moi de pénétrer dans les bureaux de cet antre redoutable sans y trouver personne et de parcourir les étages en criant : "*Niemand ?*" (Personne ?) L'entretien n'eut lieu que plus tard. J'ignore si mes arguments furent convaincants. Plus tard cette collaboratrice singulière devait obtenir le maintien de ma ligne téléphonique sous le prétexte "humanitaire" de soins aux enfants parisiens.

Jean Paulhan, que nous savions relié à un réseau de résistants et qui recevait ses visiteurs dans son bureau de la NRF, venait nous voir souvent. Ses propos pleins d'humour nous reconfortaient. Nous disions de lui : "*Beaucoup cachent leur courage, leurs espoirs ou leur tristesse par le silence ; Paulhan, c'est par le paradoxe et une subtile ironie.*" Un jour, avec le plus grand calme, il m'annonça qu'en raison de certaines difficultés nullement inattendues il venait de jeter sa machine à écrire dans la Seine en traversant le pont Solférino. C'est lui qui me parla des Éditions de Minuit. Il me mit au courant de ce projet audacieux, d'une extrême difficulté et qui faisait courir à ses auteurs les plus grands périls. "*Tout est prêt, me disait-il, nous avons le premier texte, d'autres sont promis. L'impression secrète, le brochage, la distribution, tout est presque au point.*" Cette entreprise me parut exiger tant de perfection dans l'exécution, au milieu de tant de dangers, que je me sentais à la fois plein d'enthousiasme et d'inquiétude. Jean Paulhan me dit que l'argent manquait. Heureusement, j'avais mis en réserve quelques billets que m'avaient valu les honoraires de consultations données pour des enfants sérieusement malades. J'avais mis de côté cette somme pour les jours prochains où l'achat de la nourriture ou des moyens de chauffage deviendrait encore plus difficile. Provisoirement on pouvait, avec quelques efforts, s'en tirer. Je ne pouvais donc faire un meilleur usage de ces billets.

Bientôt, il m'apporta le manuscrit du *Silence de la mer*. Tous mes espoirs étaient dépassés ; c'était un chef-d'œuvre. Il s'amusa à me faire deviner le nom de l'auteur, me lançant avec malice sur de fausses pistes, celles de Georges Duhamel, Maurice Bedel, Roger Martin du Gard. Je n'arrivais pas à me prononcer. Il sentait bien que je ne supposais pas qu'il pût s'agir du coup de maître d'un écrivain inconnu. Dexia reproduisit le texte à la machine à écrire, brocha quelques fascicules de mauvais papier en cousant avec des bouts de fil les petites feuilles rassemblées pour les distribuer secrètement à quelques amis et leur faire partager notre admiration reconfortante. Tous éprouvèrent les mêmes sentiments que nous. Je garde l'un de ces exemplaires dont les pages sont roussies ou même brûlées, car, un jour où une descente de police nous apparut immédiatement menaçante, ma fille l'avait rapidement enfoui dans le poêle qui servait à notre cuisine et à notre chauffage et qui contenait encore quelques cendres rouges.

Ce n'est que bien plus tard que je connus l'homme qui se cachait sous le pseudonyme de Vercors. La parution de chacun des volumes des Éditions de Minuit fut pour nous tous un événement important et encourageant. La qualité des textes et la perfection des petits volumes faisaient contraste avec la misère matérielle et morale du temps. Nous cherchions, quelquefois arrivions à savoir le nom des auteurs. Je sus assez longtemps après sa publication qu'*À travers le désastre* était un message admirable de Jacques Maritain.

Quand et comment nous fut révélée l'identité d'Elsa Triolet et de Jean Cassou composant dans sa prison les vers qu'il devait écrire ? L'honneur des poètes était un recueil de poèmes que nous lisions, récitons. Louis Aragon et quelques-uns des auteurs furent reconnus.

Pour la distribution, difficile et dangereuse, nous avons établi des listes. Je cherchais les noms

des lecteurs. C'était comme autrefois pour les abonnés des Cahiers de la Quinzaine, mais le choix était plus délicat, la distribution plus périlleuse ! En effet, il est arrivé que nos distributeurs aient été, comme dit Vercors, "piqués par la police", d'où le plus grand risque pour ceux qui, alors inconnus de nous, écrivaient, éditaient, imprimaient, brochaient. Nous ne connaissions d'eux, et encore vaguement, que quelques noms de guerre. Il arrive encore aujourd'hui qu'un ami retrouvant une brochure ancienne vienne à m'en parler, ignorant par quelle voie nous la lui avons fait parvenir.

Malgré les interdictions et les difficultés, je parvenais à me rendre en Touraine pour m'occuper de la maison et de la ferme, renseignant et encourageant mes voisins paysans et vigneron, et aussi pour surveiller notre placement d'enfants. Une fois, au moment de partir, comme Dexia m'accompagnait, nous eûmes une grande émotion. Le haut-parleur, à la gare d'Austerlitz, appela : *"Le professeur Debré est prié de se rendre au portillon."* C'était une arrestation probable ? Que faire ? La fuite était impossible, je ne pouvais qu'obéir. Dès que je me fis connaître à l'employé, celui-ci m'indiqua qu'un message urgent m'appelait auprès d'un enfant qui venait d'être atteint de poliomyélite. On conçoit quel fut notre soulagement. Mais, songeant à l'angoisse et au danger que m'avait fait courir la proclamation de mon nom à tous les échos de la gare, j'évoque la famille illustre de celle qui m'avait appelé et qui, disait-on, se croyait tout permis. Racine avait dépeint, dans *Esther*, le caractère d'une de ses ancêtres, M^{me} de Montespan, et je murmure à Dexia : *"Orgueilleuse Vasthi."* *"C'est une grand-mère très inquiète"*, me répondit-elle.

Lorsque j'appris que ma maison de Vernou venait d'être occupée par un groupe d'artillerie allemande, je m'y rendis aussitôt. Monté sur un grand mât, le drapeau à la croix gammée flottait devant l'entrée. Je renonce à décrire l'impression que je ressentis. Le logis était bouleversé, la bibliothèque transformée en mess des officiers. Partout des fils téléphoniques, des antennes de radio, du matériel de guerre. Je me présentai au commandant. C'était un Autrichien, sans doute officier de réserve, plein d'urbanité et visiblement peu enthousiaste de la guerre. Je lui demandai si je devais déménager mes livres pour les mettre à l'abri. Le jardinier avait déjà enfoui les quelques objets auxquels il savait que nous tenions. Le commandant autrichien me garantit que ma bibliothèque resterait intacte : il tint parole.

Une autre fois, mon fils Michel allant en Touraine pour son travail de résistance, je l'accompagnai. Brusquement, nous apercevons dans le ciel un avion allié. Il fonce sur la locomotive. L'aviateur mitraille le convoi pour l'arrêter et troubler la circulation ferroviaire, et en même temps pour abîmer un matériel difficile à réparer. Une balle transperce la locomotive ; malheureusement, une autre tue le mécanicien. Le train s'arrête. Obéissant à leurs consignes, les officiers allemands qui voyageaient avec nous se jettent dans le fossé. Les Français consternés entourent le cadavre du mécanicien, que l'on porte dans une petite gare voisine. Pendant des heures on attend, veillant le mort.

Pendant toute la période de l'occupation, ma principale activité de résistance s'est orientée vers notre milieu médical. Pasteur Vallery-Radot et moi, nous groupons les premiers médecins résistants. Au début de la Résistance, leur action avait été singulière, isolée et avait eu un caractère dramatique, j'oserais presque dire mélodramatique. À Robert Merle d'Aubigné, il arriva de soigner dans des caches des blessés atteints d'une balle en fuyant la police ou bien des aviateurs, souvent agents secrets, qui devaient être déposés en France, victimes d'accidents, gravement blessés ou brûlés. On imagine les complications de ce travail secret. Puis-je ajouter, pour faire connaître toutes mes pensées, que nous nous demandions : *"S'ils meurent, que faire des cadavres ?"* Il fallait organiser notre action. Le Comité médical de la Résistance est créé avec Robert Merle d'Aubigné, Paul Funck-Brentano, Thérèse Bertrand-Fontaine et Justin Besançon. Pasteur Vallery-Radot le préside. Paul Milliez en est le secrétaire général. Paul Milliez protège de son mieux son maître Pasteur Vallery-Radot, très imprudent. Ce fut Paul Milliez qui, un jour nous distribua un comprimé de cyanure de potassium, ajoutant en souriant : *"À n'employer qu'en cas d'extrême urgence."*

Nous cherchions à désigner un délégué dans chaque département. Nous constituâmes ainsi un véritable réseau médical de la Résistance. Pour former ce premier groupe, nous étions cent vingt. Nous correspondions en nous donnant des surnoms ; Pasteur Vallery-Radot était "Renoir", moi-même je m'appelais "Flaubert". Peu à peu, autour de chacun des responsables départementaux se

créèrent de nouveaux réseaux d'action et d'information. Grâce à la venue de Maurice Mayer, nous pûmes unir nos efforts à ceux qui s'étaient développés dans la zone non occupée. Par différentes filières nous réussîmes à procurer aux Alliés des renseignements militaires. Nous aidions les divers réseaux à trouver des correspondants pour la diffusion des journaux clandestins et des tracts. Nous facilitions l'établissement de certains postes de radio.

Les médecins résistants perçurent vite l'efficacité de leur action. Grâce à leurs nombreuses relations et à leur influence, ils profitaient de leurs consultations pour expliquer ce qu'ils pensaient et donner du courage à ceux qui désespéraient. Par bien des subterfuges, ils aidèrent ceux qui voulaient désobéir aux ordres de l'occupation et aux conseils de Vichy. Jamais, je pense, on n'a créé autant de fausses maladies, jamais non plus on n'a signé autant de faux certificats pour éviter telle ou telle difficulté avec la police, pour permettre de franchir la ligne de démarcation ou mieux encore de passer de l'autre côté de nos frontières et rejoindre les Forces Françaises Libres, ou bien pour éviter le travail obligatoire en Allemagne. Nous étions aidés non seulement par la complicité de nos confrères : radiologues, chefs de laboratoire, mais aussi par celle de certains fonctionnaires, y compris ceux de la police. Mon laboratoire des Enfants Malades était loin d'être le seul à se distinguer comme officine de pièces fausses.

Dans les hôpitaux, que n'a-t-on pu faire pour cacher, pour "camoufler", comme on disait, ceux que la police poursuivait ! Bien des victimes de persécutions raciales, des militants communistes, des résistants menacés de poursuites par les différentes polices ont été soignés pour des maladies supposées, dans les hôpitaux, où quelques admissions nocturnes et quelques évasions réussies de justesse furent assez dramatiques. Quelquefois c'étaient les policiers qui avaient le dernier mot malgré l'habileté et le courage qu'a montrés le personnel de nos hôpitaux, car, suivant l'expression de Claude Aveline, pendant longtemps nous n'avons été que des "autodidactes du complot".

Nous avons éprouvé certaines difficultés avec les timorés ou ceux qui obéissant aux ordres de Vichy, combattaient les "gaullistes", ou enfin avec les médecins "collaborateurs". Nous ne mettions pas au courant les "attentistes" qui formaient la majorité. Parmi les collaborateurs se trouvaient des dénonciateurs qui renseignaient la police par des lettres anonymes ; nous avons connu, grâce à nos complices de la police, certains "donneurs" qui visaient notamment Pasteur Vallery-Radot et moi-même ; je me souviens en particulier d'un médecin d'origine polonaise qui habitait près du pont de l'Alma et qui, par une lettre adressée à la police, demandait mon arrestation. Des policiers amis m'ont montré la lettre. Nous savons que ces délateurs ont aussi dénoncé certains malheureux réfugiés dans nos hôpitaux.

Le Comité médical de la Résistance fit un effort pour pénétrer dans les organismes professionnels et y développer la résistance. L'Ordre des médecins était présidé par le professeur Portes. Celui-ci, courageusement, rappelait à chaque médecin son devoir, notamment l'obéissance absolue au secret professionnel que la police allemande nous ordonnait de violer. Nous avons su employer des organismes de défense passive pour transmettre des messages et plus tard abriter du matériel.

La Croix-Rouge était officiellement liée au gouvernement de Vichy et nous réussîmes, en nous abritant derrière le prestige qu'avaient certaines dames toutes dévouées au maréchal Pétain, à obtenir la collaboration secrète de services dirigés par des médecins bien orientés.

Nous avons enfin exploité la crainte des épidémies car le service de santé de l'armée d'occupation avait à cet égard de grands soucis. Officiers et soldats redoutaient la contagion tuberculeuse. Nous profitons de leur peur pour mettre à l'abri certains prétendus malades. Le souvenir de la Grande Guerre déterminant dans l'armée allemande la terreur de la fièvre typhoïde, une épidémie de cette maladie - fut-elle provoquée ? - parmi les officiers prenant leurs repas dans un restaurant du quartier de l'École militaire avait renforcé cette inquiétude. Par l'intermédiaire de nos services de santé officiels, nous avons pu, dans certains cas, faire déplacer des unités et troubler des mouvements de corps de troupe en rendant certaines régions suspectes grâce à des épidémies imaginaires.

Le Comité médical de la Résistance avait dû se soucier des problèmes de santé publique. Non seulement pour participer au secours des blessés lors des bombardements alliés et pour contribuer à l'organisation du service de santé des maquis, mais aussi pour remplacer les autorités officielles défaillantes, le Comité national de la Résistance (CNR) nous demandait de prendre, peu à peu, une part de la responsabilité de la santé publique en France avec l'aide de fonctionnaires résistants.

Plusieurs d'entre nous essayèrent de répandre dans le public des indications et des conseils, notamment en examinant ces problèmes à l'Académie de médecine qui avait continué à siéger dans l'obscurité et le froid. Nous avons constitué des stocks de désinfectants pour éviter les épidémies dues à la contamination de l'eau. Pour l'accomplissement de ces tâches, beaucoup de bonnes volontés, peu de possibilités, guère d'efficacité et des résultats plus que modestes.

Un événement de grande importance fut la visite du colonel Rémy. C'est au courant de l'automne de 1942 qu'au début de la nuit il vint chez moi. Pasteur Vallery-Radot, Robert Merle d'Aubigné, Clovis Vincent et Paul Milliez étaient là pour le recevoir. Grâce à lui, nous devions connaître directement les instructions de la France libre et transmettre un message pour le général de Gaulle. L'objectif poursuivi était de préparer le service de santé de l'armée secrète sous l'autorité des représentants du général de Gaulle et en collaboration avec les réseaux de la France entière. Nous discutâmes longuement les arrangements, tantôt prenant des notes, tantôt marchant de long en large. À la fin de l'entretien, le professeur Clovis Vincent s'exclama : *"Tous ces préparatifs sont bien utiles mais, mon colonel, quand fera-t-on pan, pan, pan ?"*, en faisant le geste de tirer.

Quelques jours, ou plutôt quelques nuits plus tard, nous entendîmes, attendue avec impatience, sur les ondes de la BBC heureusement mal brouillées par les Allemands, la petite phrase convenue. Le colonel Rémy, dont le tranquille courage nous avait fortement impressionnés, était donc de retour à Londres. Dès lors les liaisons avec les collaborateurs du général de Gaulle et la France libre étaient assurées.

Certains des nôtres appartenaient au parti communiste. Hector Descomps et Serge Leibovici étaient très actifs. Nous nous rencontrions souvent. Un soir, chez les Descomps, fut conduit Villon qui, après son arrestation, venait de s'évader. En sautant par la fenêtre, il s'était blessé. Nous aidâmes Leibovici à réduire une luxation de l'épaule.

Les communistes qui, au début, nous avaient péniblement déçus par leur abstention, étaient devenus depuis la guerre hitlérienne contre la Russie des résistants de grand courage. Ils étaient durement persécutés par la police allemande et celle de Vichy, souvent pris en otage et fusillés. Leur héroïsme les plaçait aux premiers rangs des martyrs. Parlant des arrestations et des déportations, des condamnations, un catholique disait : *"Après les juifs viennent les communistes, nous sommes bons candidats à la troisième place."* La plupart d'entre nous pensaient que les communistes, fidèles à la mémoire de leurs camarades morts en chantant *La Marseillaise*, devaient pour toujours s'unir aux patriotes ! Loin de recevoir des consignes de l'étranger, ils participeraient - pensions-nous - sans arrière-pensée aux efforts pour le relèvement national.

C'est sous leur inspiration qu'avait été fondé le Front national qui cherchait à grouper des représentants des différentes familles spirituelles de la France. Certains d'entre nous pensaient que ce rassemblement permettrait de garder à nos côtés, pour les grandes tâches futures, les communistes qui partageraient sans réserve notre patriotisme intransigeant.

Mû par cet espoir qu'avaient aussi sans doute des hommes comme M^{gr} Chevreau, François Mauriac, le Père Philippe, j'adhérais au Front national et m'efforçais de rapprocher le Front national des médecins du Comité médical de la Résistance. Comme parmi les autres groupements, il fallait essayer d'éviter les discordes.

Aux heures les plus sombres et pour dominer l'émotion que nous causait si souvent l'annonce d'une arrestation, d'une disparition, le démantèlement d'un réseau, nous avons réuni les médecins du Front national pour songer ensemble à l'avenir. Mais il ne fallait point rêver, au contraire, établir des projets précis pour toute l'organisation de la médecine en France, la modernisation des hôpitaux et des études médicales, la promotion de la recherche biologique, la lutte contre les fléaux sociaux.

Écartant toute chimère mais confiants dans la valeur d'un grand plan de réforme, nous avons rédigé, imprimé et diffusé une brochure éditée par le Front national des médecins. Notre texte fut adressé au gouvernement provisoire d'Alger.

Le moment vint où l'administration de l'Assistance publique reçut l'ordre d'écarter de ses services hospitaliers tous ceux qui étaient soumis au statut des juifs tel que le gouvernement de Vichy l'avait élaboré. M. Serge Gas, alors directeur de l'Assistance publique et l'un de mes amis,

vint me voir et m'annonça la nouvelle attendue. Ma tâche de professeur étant attachée au service de la clinique de l'hôpital des Enfants Malades, il fallait renoncer à la fois aux activités hospitalières et universitaires. Sur le tableau placé rue de Sèvres, à l'entrée de l'hôpital, mon nom fut effacé et aucun autre n'y fut inscrit. Mon collaborateur et ami, le professeur Marcel Lelong, fut chargé de me remplacer. Les liens restèrent naturellement fort intimes avec mon service hospitalier.

Ainsi dégagé de ces obligations, je pus donner tout mon temps à la Résistance et entreprendre différents voyages dans toute la France. Il était bon d'aider au rassemblement des médecins résistants, de leur apporter aide et encouragement et de préparer le service de santé de l'armée secrète en même temps que l'aide aux maquisards dont l'activité se développait.

Frédéric Joliot-Curie m'aidait à préparer mes missions. Je le vis souvent. J'aimais à le faire parler des grands problèmes : l'avenir de la recherche scientifique, les espoirs que pouvaient donner les applications de l'énergie atomique, les devoirs du savant vis-à-vis de la nation, de la société, des gouvernements. Doit-il tout dire ? Chercher à appliquer tout ce qu'il sait ? Puis nous revenions aux réalités du moment : vérifier que nous n'étions pas suivis lorsque nous marchions dans les rues de Paris ou surveillés lorsque nous prenions un repas dans un restaurant. Plusieurs fois j'allai à Sceaux, où il habitait. Les rencontres avec Frédéric Joliot-Curie furent l'un des rares bienfaits de ces temps maudits.

Mes voyages étaient soigneusement préparés mais comportaient toujours beaucoup d'imprévu, notamment les changements d'itinéraires des trains à cause des bombardements et plus tard des déraillements. Les complications matérielles des voyages étaient nombreuses, les rencontres difficiles, les rendez-vous hasardeux.

L'aventure n'allait point sans risques. Le passage de la ligne de démarcation puis les contrôles policiers étaient dangereux. Malgré mon émotion, je feignais l'indifférence pendant l'examen de mes papiers et ordres de mission si bien imités que jamais un doute ne parut s'élever dans l'esprit des policiers. Au cours d'un de ces voyages, je rendis visite à Paul Langevin. Il était en résidence forcée dans l'Aube et habitait le logis abandonné par un marchand de chevaux. Il s'amusait à répondre ponctuellement aux lettres des acheteurs adressées à M. Samuel Lévy. Au cours des heures passées avec Paul Langevin débuta l'amitié qu'il m'a depuis témoignée. Nous devions nous retrouver au Comité de la Libération. Plus tard, nous l'avons célébré dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne : me donnant alors l'accolade, il évoqua ces premières rencontres.

À Toulouse, je fus accueilli entre autres par le professeur Camille Soula et son neveu Louis Bugnard. Nous visitâmes avec eux plusieurs médecins résistants de la ville et de la campagne. Je ne pus aller présenter mes devoirs à M^{gr} Salièges, qui avait fait preuve de tant de bravoure. Il était trop souffrant pour me recevoir, mais je pus rencontrer M^{gr} Bruno de Solages, dont l'autorité morale et l'activité étaient très grandes. Mon fils Michel devait le voir plus tard et le prélat lui remit un message à mon adresse. Je visitai Montauban. Un de mes amis, M. Bourdeau, habitait sa ville natale. Il était depuis longtemps en relations avec mon fils Michel, avec lequel il s'était entendu pour fabriquer des fausses cartes dans sa mairie et pour organiser des abris sûrs dans les maisons religieuses. Il me présenta à son frère M^{gr} Bourdeau, coadjuteur de l'évêque de Montauban. Je devais, peu de temps après cette première visite, faire bénéficier ma mère du secours qu'il nous donna avec intrépidité. Celle-ci, en effet, devant quitter Toulouse où sa situation était devenue périlleuse, avait été accueillie affectueusement par la famille de ma belle-fille, les Lemaesquier, installés dans leur maison de Bertranet, près de Tonneins, où elle passa, me dit-elle, un temps infiniment doux grâce à ma belle-fille et aux siens. Plus tard elle fut, grâce à M^{gr} Bourdeau, abritée, protégée dans un couvent voisin de Montauban, où je devais plusieurs fois venir lui rendre visite. M^{gr} Théas, un des grands évêques résistants, me reçut, mais il fut convenu, pour des raisons de prudence, que cette réception aurait lieu dans la rue. Nous marchâmes donc lentement, côte à côte, à travers la ville jusqu'au porche de la cathédrale.

À Lyon, but d'un autre voyage, j'arrivai en venant de Villeurbanne. J'avais été accueilli à la gare de cette ville par des résistants inconnus qui m'attendaient. J'ai gardé le souvenir de la chambre ornée de très beaux et nombreux tableaux modernes où je passai la nuit. J'ignore toujours le nom de mes hôtes. Je rencontrai plusieurs collègues, dont le professeur Florence, qui devait mourir en déportation. Dans une petite maison de banlieue, je retrouvai Louis Aragon et

Elsa Triolet, rencontre qui fut, malgré la dureté des temps et les inquiétudes, délicate et charmante. Je passai une soirée avec Louis Aragon et Louis Martin-Chauffier dans un petit café proche du théâtre, lieu de rendez-vous des dames galantes de l'endroit, et allai voir, dans les environs de Lyon, Jean Thomas.

Enfin j'avais rendez-vous avec un religieux inconnu, je crois un père jésuite. J'étais très inquiet en parcourant les quais de la Saône où je devais le retrouver car j'avais peur de paraître suspect en allant et venant. J'ai toujours craint d'avoir manqué le rendez-vous, et j'ai appris plus tard qu'il avait disparu à jamais. Traversant la place Bellecour avant de reprendre le train du retour, je vis de grandes flaques de sang sur le trottoir. Pourquoi s'était produite en ce lieu une fusillade qui devait faire plusieurs victimes ? Je ne pus le savoir.

Une autre fois, pour me rendre à Marseille, le voyage fut très long et pénible. J'arrivai en pleine nuit dans la cité sans lumière. Il était difficile de trouver son chemin. Longtemps, je marchai. Je rencontrai enfin quelques agents faisant le guet. Allaient-ils m'arrêter ? Ils me guidèrent. Je ne sais vraiment comment je parvins enfin tout en haut de la rue Sylvabelle, devant le domicile du professeur de Vernejoul. J'appelai. Il devait être environ deux heures du matin. On ne pouvait pas imaginer que mon appel fût autre chose qu'un avertissement avant l'arrivée de la police. Le professeur avait préparé son cheminement vers la maison voisine et s'y dirigea en hâte. Au bout d'un long moment une fenêtre s'éclaira ; M^{me} de Vernejoul apparaît sur son balcon et me répond. Puis, rassurée, elle me reçoit, et M. de Vernejoul vient m'accueillir. Je lui montre les papiers qui le concernent. Il me dit : *"Vous portiez assez de documents pour nous faire fusiller tous."* Cette fois encore, étais-je vraiment courageux ou plutôt inconscient ? L'amitié définitive qui devait nous lier débuta après cette chaude alarme.

Le voyage de Bordeaux fut pénible car je restai plusieurs jours sans pouvoir trouver aucun de ceux que je cherchais.

À Montpellier, je fus reçu par mon ami Robert Broca, qui partagea avec moi ses maigres ressources et ses modestes repas. Il me conduisit dans le jardin du Peyrou où j'avais des renseignements à fournir à un résistant. Celui-ci m'attendait à côté de la statue de Louis XIV. Symbole de cette vie singulière, je ne sais pas encore à présent le nom de celui que j'ai rencontré.

Professeur Robert Debré
Extraits de son ouvrage "l'Honneur de vivre",
(Hermann et Stock éditeurs)
avec l'autorisation de sa famille